

Le 1er avril, le Comité des ministres du Conseil de l'Europe invitait la République fédérale allemande à devenir membre associé du Conseil. Le 25 mai, la Chambre Haute acceptait en principe l'invitation et, le 15 juin, la Chambre Basse en faisait autant. Le même mois, les États-Unis et le Royaume-Uni consentaient à accueillir des consuls généraux allemands.

Réconciliation avec les nations libres

C'est ainsi qu'en 1950, l'Allemagne occidentale s'était progressivement réconciliée avec la famille des nations libres. La proposition du plan Schuman ouvrit la voie à un rapprochement franco-allemand devant éventuellement aboutir à l'intégration. Le relèvement économique de l'Allemagne suivait son cours, mais les problèmes que soulevaient les réfugiés, le chômage et le manque de capitaux de placement étaient encore loin d'être résolus, malgré l'accroissement général de la production industrielle dans tous les pays de l'Europe occidentale, dû en partie à un effort de défense anticipé. Le rejet par les Soviétiques des propositions de l'Ouest visant à tenir des élections dans l'ensemble de l'agglomération berlinoise, ainsi que leur refus de répondre aux recommandations des ministres des Affaires étrangères en vue d'unifier l'Allemagne contribuèrent à élargir davantage le fossé qui séparait déjà les deux Allemagnes. Le rassemblement des FDJ (Jeunes communistes libres d'Allemagne) qui eut lieu à Berlin à la Pentecôte rappela brutalement au monde que la jeunesse de la zone orientale était attirée vers le bercaïl communiste.

Au mois d'octobre, les ministres des Affaires étrangères du Bloc soviétique énonçaient à Prague certaines conditions de l'unification de l'Allemagne, que les puissances occidentales et le Gouvernement allemand jugèrent inacceptables. Les Soviétiques, comme le Gouvernement de l'Allemagne orientale, activèrent alors leur propagande pour empêcher le réarmement de l'Allemagne de l'Ouest et diviser ainsi les puissances occidentales. Quelques manifestations organisées ici et là par les communistes dans les zones occidentales causèrent certain émoi sans toutefois atteindre leur but. L'Union soviétique et les trois puissances occidentales s'accusèrent mutuellement de remilitariser leurs zones respectives. En novembre, M. Grotevohl, ministre-président de la soi-disant République démocratique allemande, formait un gouvernement destiné à remplacer l'autorité provisoire qui en avait tenu lieu dans la zone orientale jusqu'aux élections intervenues en octobre 1950. Au mois de décembre, ce régime promulgua la « Loi pour la protection de la paix », qui réprimait par des sanctions sévères, allant jusqu'à la peine de mort, des actions comme la propagande en faveur d'« actes d'agression », de la renaissance du militarisme et de l'emploi des armes atomiques.

A la suite des décisions prises à Bruxelles par le Conseil de l'Atlantique-Nord, en novembre 1950, les hauts commissaires furent autorisés à discuter avec le gouvernement fédéral les propositions du Conseil tendant à associer l'Allemagne à la défense de l'Occident.* Bien que le Gouvernement de la République fédérale eût nettement pris position aux côtés des Puissances occidentales, il se trouva bon nombre de voix discordantes, surtout parmi les neutralistes, les disciples du pasteur Niemöller et divers groupes néo-nazis; une grande partie de ces protestations sont dues à la crainte très réelle que l'Allemagne ne devienne une nouvelle Corée. Le parti SPD, tout en reconnaissant que l'Allemagne devait faire partie de l'Occident, insistait pour qu'on lui permit de s'y rallier à ses propres conditions!

Cette revue succincte des événements nous amène à l'année 1951. Voici comment le sixième rapport trimestriel du haut commissaire des États-Unis, M. McCloy, résume les trois premiers mois de l'année:

* Ces discussions se sont poursuivies de façon intermittente parallèlement à la Conférence pour la création d'une armée européenne, qui s'ouvrit le 15 février 1951, à Paris.